

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

24 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N ° II-1183

présenté par

Mme Regol, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain,  
M. Fournier, Mme Garin, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoës, M. Lucas,  
Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi,  
M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry

-----

**ARTICLE 45****Mission « Relations avec les collectivités territoriales »**

Après le mot :

« perçoivent »

rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'alinéa 19 :

« , durant les trois années suivant leur perte d'éligibilité, une attribution respectivement égale à 75 %, 50 % puis 25 % du reversement perçu les années suivant la dernière année d'éligibilité. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement de repli propose de créer une garantie de sortie progressive de l'éligibilité au reversement du FPIC sur 3 années (75%, 50% puis 25% du reversement perçu l'année précédant la perte d'éligibilité) afin de rendre la sortie du régime du FPIC plus progressive pour les EI qui perdront leur éligibilité à compter de 2022.

Une telle disposition ne représenterait aucun coût pour l'État car le FPIC est une enveloppe fermée financée et redistribuée par les ensembles intercommunaux eux-mêmes (communes + EPCI).

De plus, cet amendement est tiré d'une recommandation du rapport sénatorial dit « Guéné Raynal » d'octobre 2021: « Pour un fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales plus proche des réalités locales ».